

Chapitre 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

L'importance de l'expansion économique que les États membres de l'OCDE ont connue en 1984 a diminué, leur taux de croissance s'établissant à 2,7 % en 1985. Ce ralentissement peut être attribué dans une large mesure à la conjoncture économique aux États-Unis, où le taux de croissance est passé de 6,6 % en 1984 à 2,2 % en 1985. La baisse du taux de croissance de l'OCDE a entraîné une réduction marquée de la croissance du commerce international qui, de 9 % en 1984, est tombée à moins de 3 % en 1985, et a affecté les pays en développement, dont le taux de croissance était de 3,1 % en 1985, par rapport à 4 % l'année précédente. L'économie canadienne a conservé un taux de croissance raisonnable de 4,5 % en 1985, une diminution minime, compte tenu qu'il se situait à 5 % en 1984.

L'inflation a continué de baisser progressivement en 1985, s'établissant à moins de 5 % dans les pays membres de l'OCDE. La chute des cours du pétrole, au début de 1986, a renforcé cette tendance; par conséquent, on prévoyait que le taux d'inflation des pays de l'OCDE serait inférieur à 3 % en 1987, certains pays, comme l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, devant connaître une stabilisation virtuelle des prix (sinon une déflation). Malgré la reprise économique et la maîtrise de l'inflation, on n'a guère réussi à réduire le taux de chômage. La création d'emplois a nettement ralenti aux États-Unis en 1985, alors qu'en Europe elle ne suivait pas l'augmentation de la main-d'œuvre disponible, de sorte que le taux de chômage a continué de monter pour atteindre environ 11 %. Le Canada a été l'un des rares pays à enregistrer à la fois la création de nombreux emplois et une baisse du taux de chômage.

Au cours de la dernière année, les déséquilibres commerciaux et financiers internationaux, particulièrement les surplus du commerce et du compte courant du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, d'une part, et le déficit américain, d'autre part, ont suscité des inquiétudes grandissantes. Ces déséquilibres ont augmenté le risque de fluctuations brutales et déstabilisatrices des taux de change et incité les tenants du protectionnisme à accentuer leurs pressions, particulièrement aux États-Unis. De nombreux observateurs attribuant ces difficultés à l'énorme déficit budgétaire américain, les appels se sont multipliés en faveur de mesures de réduction du déficit.

Par ailleurs, on a noté en 1985 un certain nombre de signes encourageants en ce qui concerne la politique économique de pays importants. Les participants à la réunion du conseil ministériel de l'OCDE, en avril, et au Sommet économique de Bonn, en mai 1985, se sont mis d'accord sur un ensemble de politiques économiques visant à réduire les déséquilibres, à accroître la confiance et à soutenir la croissance économique. Dans les mois qui ont suivi, des progrès considérables

ont été accomplis dans l'application de ces accords. Les efforts déployés pour maîtriser et réduire le déficit budgétaire américain ont commencé à produire des résultats, en raison notamment de la réduction des fonds alloués à la défense et de l'adoption de la loi Gramm-Rudman. En septembre, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du Groupe des Cinq ont publiquement convenu d'intervenir sur le marché des changes pour réduire la valeur du dollar américain, accélérant ainsi un réajustement entrepris quelques mois auparavant. En octobre, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a mis de l'avant un certain nombre de propositions visant à renforcer la stratégie internationale de règlement cas par cas des problèmes de la dette des pays en développement. En novembre, les parties au GATT ont convenu de mettre sur pied un comité chargé de paver la voie au lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Enfin, en mars 1986, les banques centrales des trois principaux pays, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest ont effectué une réduction coordonnée de leurs taux d'intérêt.

Le début de 1986 a donc suscité un optimisme considérable dans le milieu de la diplomatie économique internationale. Des progrès économiques et une attitude plus raisonnable et plus conciliante des dirigeants ont semblé créer la conjoncture la plus favorable que nous ayons connue depuis longtemps pour résoudre les difficultés économiques qui ont marqué les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, et remettre l'économie mondiale sur la voie d'une croissance soutenue, non inflationniste.

Questions internationales en matière de finances et d'investissement

Au cours des trois dernières années, on a réussi à endiguer passablement mieux les problèmes liés au service de la dette extérieure de nombreux pays étrangers. Le Canada a joué un rôle actif dans les efforts multilatéraux destinés à renforcer la stratégie de gestion de la dette ainsi que dans les négociations bilatérales sur le rééchelonnement de la dette. Toutefois, la conjoncture économique a été moins favorable aux pays débiteurs en 1985 qu'en 1984. La chute des cours du pétrole a avantagé les importateurs des pays en développement, mais elle a nuï aux pays débiteurs exportateurs de pétrole, comme le Mexique et le Nigeria.

L'Amérique latine, dont la part représente un fort pourcentage de l'encours de la dette extérieure des pays en développement (360 milliards sur 860 milliards de dollars US), est encore la région qui a causé le plus d'inquiétude, eu égard à la nécessité de sauvegarder le système financier international. L'endettement des pays débiteurs moins importants, s'il ne constitue pas une menace pour le système financier international, risque toutefois d'entraîner davantage de souffrances humaines, particulièrement en Afrique. Les pays d'Asie ont